

Un chancelier dans l'État-ingénieur : les coulisses du voyage de Merz à Pékin et Hangzhou

AUTEUR Mathéo Malik

IMAGE © Michael Kappeler

DATE 25 février 2026



JÖRG WUTTKE — Consulté pour préparer la visite de Friedrich Merz, l'un des meilleurs connaisseurs de la Chine et du régime de Xi revient avec le Grand Continent sur les objectifs du voyage du chancelier allemand.

Par rapport à Olaf Scholz, Friedrich Merz, qui est arrivé en Chine pour sa première visite dans ce pays en tant que chancelier, a semblé opter depuis le début de son mandat pour une rhétorique beaucoup plus dure à l'égard de Pékin. Comment qualifieriez-vous aujourd'hui la politique chinoise de l'Allemagne ?

Jörg Wuttke – Elle est encore indécise et largement ouverte. La dernière visite de Friedrich Merz dans la capitale chinoise remonte à septembre 2001 – où je l'avais d'ailleurs reçu en tant que président de la Chambre allemande du commerce. Merz est curieux, mais il n'a aucune familiarité avec le sujet et il connaît bien moins la Chine que les États-Unis.

Au cours de cette visite, il aura clairement une liste de sujets à aborder parmi lesquels les opportunités d'investissement des entreprises chinoises en Europe, l'inévitable sujet de l'Ukraine et celui de Taïwan.

Cette visite est déterminante pour consolider la position allemande. Elle va également déterminer la vision du chancelier quant aux moyens de travailler avec la Chine dans le futur.

Comment les Chinois ont-ils préparé cette séquence ?

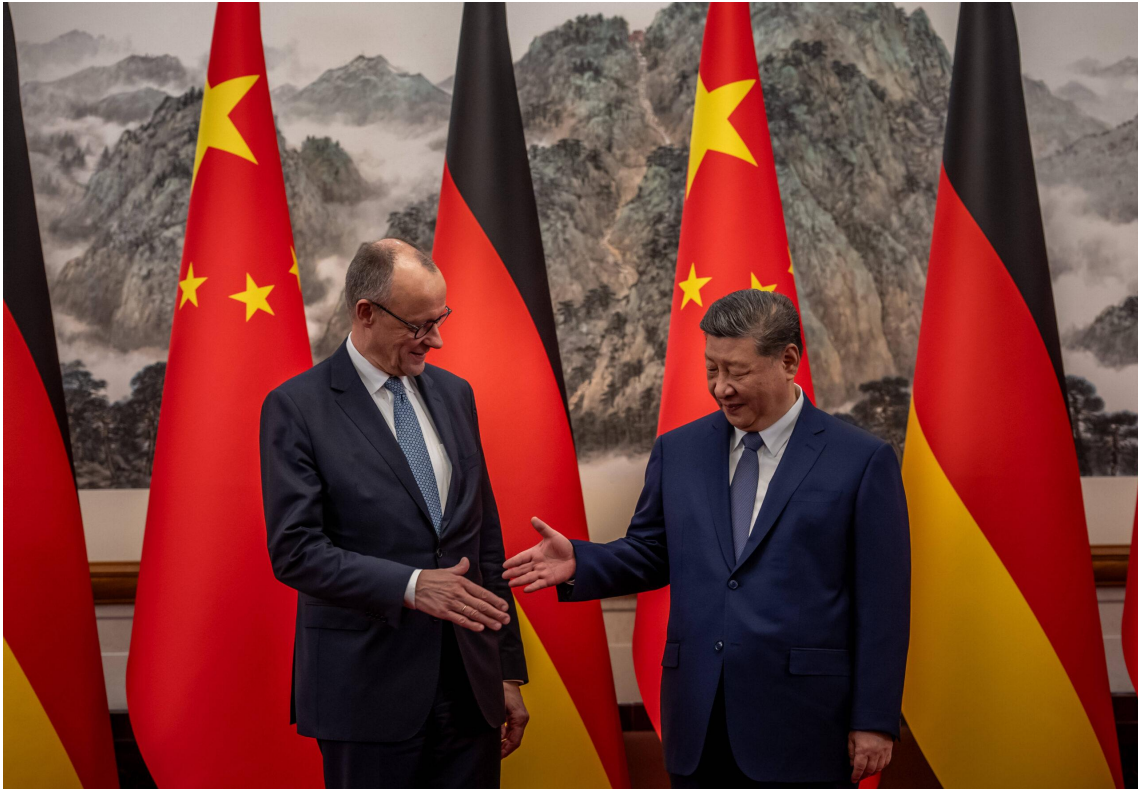
Il est révélateur que cette visite advienne après le Nouvel An chinois et quelques jours avant les réunions parlementaires annuelles des « Deux sessions ». Le statut de Merz – il est perçu comme l'un des deux principaux dirigeants européens avec Emmanuel Macron – le rend important aux yeux de Pékin.

La Chine veut absolument s'assurer que l'Europe reste un marché ouvert. C'est le combat diplomatique principal de Pékin avec Berlin. Si la Chine craint en particulier les protections dont dispose l'Allemagne, elle oublie souvent le fait que l'ensemble de l'écosystème industriel européen est en difficulté.

Et comment les Allemands s'y sont-ils préparés ?

Comme je le disais, Merz est très curieux et ouvert d'esprit même s'il connaît moins bien la Chine que d'autres pays.

Après mon premier départ de la Chine en janvier 2023 – j'y avais été bloqué pendant trois ans à cause de la politique zéro-Covid – il m'a invité à dîner à Berlin. À l'époque, il était à la tête du groupe parlementaire de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU). Il voulait sincèrement comprendre la situation après la pandémie, non pas seulement les implications commerciales, mais surtout les implications sociales de la maladie dans la vie des Chinois.



Le chancelier fédéral Friedrich Merz est accueilli par Xi Jinping, président de la Chine, à la résidence d'État pour des entretiens bilatéraux le 25 février 2026. © Michael Kappeler



Friedrich Merz se rend en Chine pour la première fois en tant que chancelier. © Michael Kappeler

En amont de cette visite, il a organisé un nouveau dîner avec des universitaires et des personnalités issues du monde des affaires.

Il jouait plutôt le rôle d'un modérateur : il a recueilli des opinions aussi diverses que possible sur les bonnes politiques à suivre, mais aussi sur les pensées de Xi Jinping ou les potentielles ambitions de la Chine. Il a écouté attentivement les membres de son équipe et, pour se préparer au mieux, il a mémorisé les noms de tous les politiciens chinois.

Il avait même déjà préparé le livre qui allait l'accompagner pendant son voyage.

Lequel était-ce ?

Breakneck, de Dan Wang.

Comment interprétez-vous qu'il ait choisi ce livre, qui documente l'explosion chinoise au prisme du paradigme de « l'État ingénieur » ?

Le fait qu'il n'existe pas encore de version allemande du livre de Dan Wang montre que le chancelier était vraiment curieux de cette perspective.

Il tenait à comprendre la perspective développée par Wang selon laquelle les États-Unis seraient un pays d'avocats et la Chine un pays d'ingénieurs. En tant que juriste et chancelier d'un poids lourd industriel comme l'Allemagne, j'imagine que la présentation des choses dans *Breakneck* a dû particulièrement le frapper.

Xi Jinping veut que la Chine soit indépendante du reste du monde et que le reste du monde soit dépendant de la Chine.

—
JÖRG WUTTKE

Le chancelier allemand s'intéresse aux ingénieurs chinois : après Pékin, Merz a fait le choix très intéressant de se rendre à Hangzhou où se situe Unitree, l'entreprise qui produit ces robots humanoïdes que le monde entier a vus à la télévision en train de faire du kung-fu pendant le *show* du Nouvel An chinois.

Il veut se familiariser avec une entreprise haut de gamme aux débouchés impressionnants afin de comprendre ce qui les rend capables de construire ce genre de robots.

Dans de précédentes déclarations, il était allé jusqu'à mettre en garde les entreprises allemandes contre les investissements en Chine. Pourrait-il changer d'avis ?

Je ne suis pas sûr que sa politique soit fixée à ce stade.

Merz s'exprime dans deux directions différentes parce qu'il parle à deux publics différents.

En premier lieu, bien sûr, il y a la sphère nationale où, comme en France, l'opinion devient de plus en plus sceptique à l'égard de la Chine.

D'un autre côté, il s'adresse aux Chinois pour les inviter à collaborer afin de résoudre le problème du déséquilibre commercial.

C'est un homme d'affaires et un juriste de formation. Il sait comment faire passer un message de fermeté de manière efficace. C'est d'ailleurs une bonne chose pour la relation bilatérale : cela signifie que les Chinois sauront mieux comment traiter avec lui qu'avec son prédécesseur Olaf Scholz.

Pour trouver un équilibre entre, d'une part, ce besoin de protéger et de découpler davantage et les demandes très explicites d'une partie de l'industrie allemande — en particulier dans le secteur automobile — d'où pourrait-il partir ?

De ce qui est un peu un angle mort de la relation : la monnaie.

Le chancelier comprend très bien qu'une partie du problème que nous avons avec la Chine est d'ordre monétaire.

Depuis 2020, le renminbi s'est déprécié de 43 % par rapport à l'euro. Le taux de change est donc un vrai sujet de discussion. Un meilleur taux de change par rapport au dollar aiderait, au niveau international, à équilibrer les échanges commerciaux.

Je pense qu'il devrait aussi inviter les entreprises chinoises à investir en Europe.

Pendant les vingt ans de stagnation économique japonaise, qui ont suivi la période d'explosion des exportations des années 1980-1990, les entreprises japonaises se sont internationalisées et ont connu un très grand succès dans le monde. Je m'attends à ce que la Chine fasse de même.

Pékin est en train de sortir de cette période de forte croissance et amorce une croissance beaucoup plus lente pour les prochaines décennies.

Les entreprises chinoises veulent s'internationaliser pour être présentes sur d'autres marchés aux meilleures marges. Elles ont également intérêt à être

présentes sur le marché européen, par exemple, avant la mise en place de mesures protectionnistes.

Je vois des similitudes entre le Japon et la Chine, et nous devrions être prêts à les accueillir et à les inviter dans nos économies, comme nous l'avons fait lors de l'internationalisation des entreprises japonaises.

Un tel raisonnement suppose de voir la surcapacité industrielle comme un problème dont la Chine devrait se sortir. Pourtant des voix, y compris proches du Parti, plaident pour un « maximalisme industriel » en ayant confiance sur la capacité des produits chinois à inonder tous les marchés. Ne sommes-nous pas trop naïfs en pensant que les entreprises chinoises seront contraintes à l'internationalisation ?

J'ai mené deux études, l'une en 2009 et l'autre en 2016, sur la surcapacité en Chine.

Pour moi, c'est un problème systémique, causé par les mécanismes de planification : la Chine prévoit la demande, puis la finance avec de grands programmes. Ensuite, ce processus se reproduit partout dans les trente provinces du pays. Puisque tout le monde a toujours un peu d'argent public, il n'existe pas de mécanisme de marché qui mène à la faillite – donc chacun poursuit.

La surcapacité est un problème pour nous dans les relations commerciales, mais pour la Chine, c'est un problème encore plus grand puisqu'elle produit beaucoup et ne gagne pas assez. Autrement dit, c'est du gaspillage industriel. Ce n'est ni un mécanisme d'exportation conçu pour inonder le monde, ni une soupape de sécurité en cas de catastrophe.

Les exportations chinoises indiquent clairement que la Chine ne peut pas consommer tout ce qu'elle produit – et cela nuit davantage à son économie qu'aux relations commerciales.

C'est pourquoi je pense que les entreprises chinoises finiront par être intéressées par une forme d'internationalisation. La Chine doit régler ce problème en acceptant de laisser les entreprises faire faillite. Celles-ci doivent se consolider, mais c'est très difficile pour elles, car l'argent de l'État est partout.

Le vieillissement est le problème de fond, presque existentiel, de la Chine contemporaine.

JÖRG WUTTKE

L'Union cherche aussi à se défaire de l'emprise sur les terres rares. Comment jugez-vous ses efforts ?

Avec le Mercator Institute for China Studies, nous avons mené une étude au début de la pandémie qui montrait clairement une forte dépendance européenne vis-à-vis de la Chine, sur la vitamine B, sur les API, les précurseurs pharmaceutiques, le magnésium... et les terres rares. Le phénomène était donc déjà très clair il y a près de six ans, mais sortir de ces dépendances était également très compliqué.

Tous ces produits ont un point commun : ils sont très polluants. Je crois que nous avons en partie construit notre dépendance vis-à-vis de la Chine parce que nous ne voulions pas d'usines polluantes en Europe. La Chine, elle, était prête à extraire ces terres rares, qui, en réalité, ne sont pas vraiment rares.

En quel sens ?

Le vrai goulot d'étranglement n'est pas la rareté mais la capacité de raffinage. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes mis dans une situation de dépendance : nous n'avons pas de capacité de raffinage, et en développer nous-mêmes prendrait jusqu'à dix ans pour qu'elles soient opérationnelles. Il faudrait donc nous lancer dans un projet ambitieux et unir nos efforts afin de maîtriser la technologie de raffinage ou trouver des technologies de substitution pour sortir de cette dépendance.

La visite de Merz s'inscrit dans le contexte plus large des relations sino-américaines et le chancelier allemand se rendra également à Washington après sa visite à Pékin. Dans cette phase de « trêve » de la guerre commerciale entre Trump et Xi, que cherchez selon vous Pékin et Washington ?

De manière étonnante, au sommet des institutions politiques états-uniennes, Donald Trump semble être l'une des personnes les moins critiques à l'égard de la Chine. Tant au Sénat qu'à la Chambre, les parlementaires souhaiteraient que plus d'actions soient prises contre la

Chine. Trump, lui, s'éloigne du langage de la sécurité pour se diriger davantage vers un engagement purement commercial avec Pékin.

Cela explique pourquoi, à mon avis, plus nous nous rapprocherons de la visite de Trump en Chine, prévue au début du mois d'avril, plus celui-ci cherchera à apaiser Xi et à maintenir une image amicale. Des accords importants sont peut-être en cours de négociation et comme souvent avec Trump, cette visite devra être l'occasion de présenter des « victoires ». En tout état de cause, il ne veut pas être le président qu'on accusera plus tard d'avoir perdu la Chine.

Les Chinois savent parfaitement comment jouer là-dessus. Ils se savent très chanceux que Donald Trump soit aussi ambivalent à l'égard de la Chine et aussi agressif avec ses alliés et l'ordre international. Ils étaient très inquiets au sujet de l'AUKUS, du Quad et même de l'OTAN. Grâce à Trump, ces craintes passent un peu au second plan.



Le chancelier fédéral Friedrich Merz avant son dîner avec Xi Jinping, président de la Chine, à la résidence d'État, accompagné d'interprètes. © Michael Kappeler



Merz a été accueilli avec les honneurs militaires par Li Qiang, Premier ministre chinois, dans le Grand Hall du Peuple. © Michael Kappeler

Pensez-vous qu'on pourrait voir en avril les signaux d'un accord informel entre Trump et Xi autour de Taïwan ?

Il est impossible de deviner ce que Donald Trump va faire – donc tout est envisageable.

Je peux imaginer que les fonctionnaires du département d'État, du Bureau du représentant américain au Commerce, du département du Commerce et du Conseil national de sécurité s'inquiètent beaucoup du fait que le président des États-Unis pourrait changer son discours sur Taïwan à l'occasion de cette visite – et que Pékin en profite.

D'un autre côté, Donald Trump n'a pas hésité à vendre 20 milliards de dollars d'équipement militaire à Taïwan juste avant de se rendre à Pékin.

Au fond, pour Trump, tout est question d'argent. Et c'est peut-être ainsi que la Chine peut réellement l'approcher.

On a beaucoup commenté les récentes purges à la tête de l'Armée populaire de libération : le régime chinois en sort-il fragilisé ?

Xi Jinping maintient toujours fermement son contrôle sur le Parti et le pays. Selon moi, il a voulu montrer avec ces purges qu'il était pressé et qu'il n'était pas satisfait des progrès réalisés dans l'armée. Malgré une montée en puissance dans les airs et en mer, il sait très bien que l'armée chinoise reste faible sur le plan opérationnel.

On sait que Xi cherche à constituer une armée capable, comme il l'a déjà dit, de gagner une guerre en 2027 – sans pour autant dire qu'il va entrer en guerre. Pour le moment, il est convaincu que le commandement militaire actuel n'en est pas capable, que ce soit à cause de son style de communication ou de la façon dont il a formé son personnel. Il faut aussi noter que Xi observe de très près la manière dont la Russie conduit sa guerre contre l'Ukraine.

J'ajouterais que le dirigeant chinois a confiance dans sa propre longévité : il a soixante-douze ans et aucun successeur prévu à l'horizon. Sa mère est toujours en vie et son père a vécu très longtemps. Il a foi en ses gènes et il en plaisante même avec Poutine. Tout porte à croire que nous devons composer avec lui à la tête de la Chine pendant au moins dix ans encore.

En Chine, la surcapacité industrielle est un problème systémique, causé par les mécanismes de planification.

JÖRG WUTTKE

Comment définiriez-vous la période qui vient de s'ouvrir avec l'adoption du 15e plan quinquennal ?

Le 15e plan quinquennal précise clairement les objectifs de Xi et prolonge ses politiques : il veut que la Chine soit indépendante du reste du monde et que le reste du monde soit dépendant de la Chine.

Pour cela, il a fait le choix de couper les dépenses vers les infrastructures tels que les aéroports, les stations de métro ou les transports en général pour se concentrer sur les technologies de pointe, comme l'IA, la biotechnologie et la robotique humanoïde.

Pourquoi ces trois thèmes ?

Parce qu'ils croisent ce qui est en fait le problème de fond, presque existentiel, de la Chine contemporaine : le vieillissement.

Le pays est en train de sortir d'une période favorable avec très peu de jeunes et très peu de personnes âgées, mais il se dirige tout droit vers un cauchemar démographique.

En 2035, la population chinoise sera en moyenne plus âgée que celle des États-Unis à la même date. En 2046, elle sera plus âgée que celle de l'Europe. En 2064, elle sera plus âgée que celle du Japon. Pour maintenir

l'économie à flot, la Chine de Xi a donc besoin de robots, d'IA et de biotechnologie.

D'une certaine manière donc, le plan quinquennal montre que le Politburo sait quels sont les problèmes auxquels son pays est confronté, et qu'il veut s'y préparer.

Dans les négociations avec la Chine, l'Europe a-t-elle les moyens d'exploiter ces fragilités structurelles ?

Non, car pour le dire honnêtement, l'influence de l'Europe sur la Chine est totalement négligeable.

Nous restons un marché intéressant, nous disposons de technologies performantes et il est vrai que si la Chine peut apprendre quelque chose de nous, ce serait peut-être comment prendre soin des personnes âgées.

Le problème du vieillissement de la population chinoise est désormais très pressant.

Pour le dire un peu crûment : en Europe, on vieillit mais on est riche ; en Chine, on vieillit mais on n'est pas si riche. Le défi est donc beaucoup plus important et plus prononcé pour la Chine : personne ne sait exactement comment le pays va faire face à cela.

Xi Jinping dispose également de technologies pour renforcer la surveillance de sa propre population. Tout est sous son contrôle. Il ne faut jamais oublier que la Chine dépense plus pour sa sécurité intérieure que pour sa défense.

Doit-on s'attendre à des changements dans la politique étrangère de la Chine — sur l'Ukraine, par exemple, qui est l'un des sujets discutés par Merz ?

Les Chinois penchent idéologiquement vers Moscou, mais ils vendent d'énormes quantités de matériel pour l'industrie des drones en Ukraine, à qui ils achètent également des céréales et d'autres produits. Les ventes de Pékin vont donc aux deux côtés du conflit.

Dans le même temps, Xi et Poutine affichent une proximité, mais le fait est que la Chine n'a jamais reconnu l'annexion de l'Ossétie, de l'Abkhazie, de Donetsk ou de la Crimée. Ainsi, même si elle est un partenaire commercial de la Russie et contribue certainement à stabiliser son système politique, la Chine n'a aucun intérêt à voir l'Ukraine s'effondrer. Il est d'ailleurs très révélateur que le président ukrainien Volodymyr Zelensky fasse très attention à ne jamais critiquer Pékin.

Si elle soutient évidemment la Russie, la Chine continue de prendre garde à afficher sa neutralité.

Et sur l'Iran ?

En ce qui concerne l'Iran, je m'attends comme beaucoup à une guerre ou en tout cas à des bombardements très prochainement, ce qui ne serait évidemment pas dans l'intérêt de la Chine. Pékin et Téhéran ont été très actifs ces dernières semaines dans le domaine du commerce – et chacun peut imaginer la nature de leurs échanges.

Un Iran en état de guerre civile ouverte ne serait une bonne nouvelle ni le Moyen-Orient ni la Chine. Cette dernière va donc surveiller très attentivement comment Israël et les États-Unis mènent d'éventuelles frappes et dans quelle mesure le régime en sortira fragilisé ou indemne.

Il ne faut jamais oublier que la Chine dépense plus pour sa sécurité intérieure que pour sa défense.

—
JÖRG WUTTKE

Une précision importante s'impose pourtant : la Chine n'a pas d'alliés, mais elle est alignée avec beaucoup de pays que l'Europe n'apprécie pas – dont la République islamique d'Iran.

Bon nombre des accords que la Chine a facilités montrent qu'elle est encore très loin de concurrencer le rôle hégémonique des États-Unis. Il suffit de regarder les derniers accords de paix que la Chine a négociés – celui entre le Fatah et le Hamas ou celui entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

La Chine est en train d'apprendre les rouages des affaires internationales. Elle le fait intelligemment mais son objectif numéro un reste régional : prendre Taïwan.